

ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE

Je soussigné(e) Madame / Monsieur / Mandataire social

agissant tant personnellement qu'en qualité de

de la société

Siège social / Adresse domicile :

E-mail / Tél. :

Me déclare intéressé pour la reprise de l'entreprise : **SAS NEWSTEO** dont le siège social est sis Z.I Athelia IV Avenue des Sorbiers – 13600 LA CIOTAT.

Par la présente, dans le cadre de l'appel d'offre de reprise diligenté dans le cadre de la procédure de redressement judiciaire de la **SAS NEWSTEO (RCS Marseille 484 468 178)** ouverte selon jugement rendu le 3 novembre 2022 par le Tribunal de Commerce de Marseille.

Je m'engage à conserver un caractère confidentiel à tous documents et éléments d'information qui pourraient être transmis, soit par Maître FABRE (ou un membre de l'étude JFAJ), administrateur judiciaire, soit par l'entreprise elle-même, et plus particulièrement :

- à conserver le caractère confidentiel desdits documents et informations, à ne pas divulguer ou les laisser divulguer à des tiers, à l'exclusion de mes conseils qui seront soumis au même engagement de confidentialité et à prendre toutes précautions et mesures à cet effet,
- à n'utiliser lesdits documents et informations qu'aux seules fins d'examiner la possibilité d'établir une offre de rachat au sens des dispositions des articles L.642-2 et suivants du Code de commerce,
- à ne pas débaucher pendant la période d'un an suivant la signature de la présente, tout personnel faisant partie de l'effectif de l'entreprise.

Je reconnais par ailleurs que les informations juridiques, commerciales, sociales et financières (ci-après désignées « les informations »), qui pourraient être mises à ma disposition, sous quelque forme que ce soit, tant par l'administrateur judiciaire, que par l'entreprise, la société, ses actionnaires ou encore ses salariés, sont strictement confidentielles et ne peuvent être divulguées.

Je m'engage en conséquence à :

1 - Ne pas initier ou accepter d'engager, sans accord préalable écrit de l'administrateur judiciaire, des contacts de quelque nature que ce soit avec le personnel de la société ou avec d'autres tiers ayant une relation actuelle ou potentielle avec la société.

2 - Ne pas utiliser ces informations confidentielles, sans accord préalable écrit de l'administrateur judiciaire, pour d'autres raisons que l'étude de l'entreprise en redressement judiciaire. En particulier, ne pas utiliser ces informations confidentielles pour lui faire concurrence. A ce titre, je m'interdis de prendre contact directement ou indirectement avec les clients et fournisseurs de la société en redressement judiciaire, sauf accord préalable écrit de l'administrateur judiciaire.

Paraphe :

3 - Ne pas faire référence des informations confidentielles, sans accord préalable écrit de l'administrateur judiciaire, dans des communications à des tiers, ni de se prévaloir de la possession d'un dossier de présentation de la société en redressement judiciaire.

4 - À limiter par tous moyens appropriés la diffusion totale ou partielle et l'utilisation des informations à mes seuls salariés, directement chargés d'évaluer l'opportunité de déposer un plan de reprise et à mes conseils extérieurs dont je juge l'opinion indispensable. J'informerai ces personnes de la nature confidentielle de ces informations qu'ils devront traiter comme telles.

5 - Au cas où je déciderais de ne pas déposer d'offre de reprise dans le délai que vous avez fixé, je m'engage à vous retourner sans délai tous les originaux des documents contenant des informations concernant la société en redressement judiciaire qui ont pu m'être transmis.

6 - Je m'engage à vous restituer ces documents dans la quinzaine du jugement arrêtant le plan de redressement ou prononçant la liquidation judiciaire, si mon projet de plan de redressement n'était pas retenu par le Tribunal.

7 - Je continuerai à conserver confidentiel le contenu des discussions et négociations et conserverai secrètes toutes les informations que je pourrai recevoir ainsi que celles que je pourrai développer à partir de ces dernières.

Je reconnais que la société et/ou ses actionnaires subiraient un préjudice certain et important si je ne respectais pas les obligations de secret et de confidentialité contenues dans la présente.

Je prends acte que le dossier et les documents communiqués l'administrateur et mis à disposition des candidats repreneurs sont établis à partir de données et d'informations communiquées par la société en redressement judiciaire. Je prends acte que l'administrateur n'a pas vérifié, révisé ou fait réviser, ni audité ou fait auditer ces informations qui me sont transmises sous toutes réserves.

Je reconnais que l'administrateur judiciaire ne garantis ni l'exactitude ni le caractère exhaustif des informations transmises.

Je renonce, en conséquence, à engager votre responsabilité sur la nature et le contenu du dossier de présentation de la société en redressement judiciaire et plus généralement de l'ensemble des documents qui me seront transmis ou seront mis à ma disposition.

Le présent engagement de confidentialité est régi par la loi française et soumis à la compétence exclusive du Tribunal de Commerce ayant ouvert la procédure de redressement judiciaire à l'encontre de la société susvisée.

Je m'engage à respecter les engagements pris dans le présent document pendant une période de quatre ans à compter de sa signature.

Plus généralement, je m'engage à ne pas utiliser les informations qui seront en ma possession d'une manière préjudiciable aux intérêts de l'entreprise.

FAIT A

LE

Signature et cachet de l'entreprise / Signature de la personne physique :

Paraphe :